



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SUR LE FOND, LE GOUVERNEMENT NE LÂCHE RIEN LA MOBILISATION DOIT S'AMPLIFIER JUSQU'AU RETRAIT DU PROJET DE «LOI EL KHOMRI» !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 24 MARS 2016

Après la forte mobilisation du 9 mars qui a rassemblé près de 500 000 manifestants, 150 000 jeunes ont de nouveau manifesté le jeudi 17 mars, à travers tout le pays, contre le projet de « Loi travail », cette remise en cause fondamentale du droit du travail. Preuve que ce mouvement s'ancre dans la jeunesse.

Malgré tous les bobards de ce gouvernement, malgré les multiples tentatives de répression du mouvement (fermetures de certaines universités, violences policières, arrestations de manifestants), la loi El Khomri continue de semer la colère dans la jeunesse et le monde du travail. Comme le crient les jeunes dans les manifs, cette loi doit finir à la poubelle !

Beaucoup de bruit pour moins que rien

Devant l'ampleur de la mobilisation, Valls a fait semblant de reculer, par la mise en scène d'une nouvelle version du projet de loi. Son but but : briser l'élan de la mobilisation entamée le 9 mars, satisfaire le secrétaire général de la CFDT et calmer les députés plus ou moins frondeurs.

Mais rien de fondamental n'a été modifié. Concernant les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, le plafonnement ne sera plus obligatoire, mais « indicatif ». Le contrôle des « licenciements économiques » passerait par les juges, mais en pratique, ils n'auront ni le temps, ni la volonté de s'opposer aux patrons. La mise en œuvre des « forfaits-jours » dans les PME et des « astreintes » ne pourrait plus être décidée unilatéralement par les patrons, mais elles pourront quand même être imposées par accords d'entreprises.

Valls a prétendu mettre en place une taxation des CDD, mais en réalité, elle dépend d'une négociation entre patronat et syndicats, dans un autre cadre : celui de l'assurance-chômage.

Des soi-disant reculs qui ne changent rien sur le fond

En effet, le cœur de la « Loi travail » n'est aucunement remis en cause: en finir avec le Code du travail et les Conventions collectives comme

socle de droits garantis à tous les travailleurs, quelle que soit leur entreprise. Et pouvoir imposer des accords d'entreprise plus défavorables que la loi, par le chantage à l'emploi et des tractations avec des syndicats complices.

Hollande, Valls, El Khomri et Gattaz continuent de répéter que le Code du travail serait « *trop lourd* »... comme si les travailleurs et les travailleuses avaient trop de droits ! Comme s'il était difficile de licencier !

Qu'ils aillent le dire aux dizaines de milliers de victimes des « plans sociaux » de ces dernières années !

TRAVAIL : LE CODE A CHANGÉ



Pour combattre le chômage, le gouvernement nous explique qu'il faudrait d'une part faciliter les licenciements, alors qu'il faudrait les interdire, et d'autre part d'augmenter le temps de travail, au lieu de le réduire, pour le partager avec celles et ceux qui en sont privés. Et en plus, leur loi autoriserait les patrons à geler, voire à baisser les salaires.

Tous ensemble, imposons le retrait du projet El Khomri

Il y a juste dix ans, les jeunes et les travailleurs avaient contraint le gouvernement Chirac-Villepin à abandonner le « contrat première embauche » (CPE), alors que la loi avait déjà été votée au parlement et promulguée. Hollande et Valls méritent le même sort.

Pour arracher le retrait du projet de « Loi travail », face à ce gouvernement, nous devons construire un rapport de force à la hauteur de l'attaque.

En faisant de ce jeudi 24 mars, jour de présentation de la loi devant le Conseil des ministres, une nouvelle journée de mobilisation. Et en préparant partout la grande journée de grève du 31 mars, dont il faut faire une journée de grève générale, avec la perspective d'en faire le début d'une grève prolongée.

Parce que c'est seulement en bloquant totalement l'économie que nous ferons reculer ce gouvernement, lui qui prétend qu'il « ira jusqu'au bout » !

LÂCHES ATTENTATS ET VIOLENCES AVEUGLES

A Bruxelles, 2 attentats ont fait au moins 34 morts et plus de 200 blessés. Cette violence qui frappe aveuglément la population indigne, révolte et crée un profond désarroi, tant elle semble sans issue, ni réponse. Elle vise à créer un engrenage irréversible de terreur et de violence, en semant la haine et la peur. Elle prétend s'en prendre aux Etats, mais ce n'est pas eux qu'elle frappe. Une fois de plus, elle s'attaque à des individus désarmés, victimes de crimes qu'ils n'ont pas commis.

Ces attentats étaient attendus, tant l'enchaînement de violences semble inexorable. Mais la seule réponse qu'imagine le gouvernement belge, c'est l'escalade sécuritaire et policière. Partout en Europe, les déploiements policiers et militaires se renforcent. « *Nous sommes en guerre* », a répété Valls, alors que Hollande appelle à nouveau à l'unité nationale et que le président du groupe des socialistes à l'Assemblée nationale en profite pour relancer la polémique sur la déchéance de nationalité.

Ces ignobles attentats permettent aux Etats de justifier leur politique sécuritaire au moment même où leur Europe se hérissé de frontières pour refouler les dizaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants qui fuient la misère et la guerre.

Ces ignobles attentats sont aussi pour tous les xénophobes et les racistes le prétexte pour déverser leur venin, attiser les haines et les peurs dont ils font, eux aussi, leur macabre fond de commerce.

Mais tous s'indignent d'autant plus que certains voudraient faire oublier leur propre responsabilité. N'est-ce pas la barbarie des guerres d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie ou d'Afrique qui ont engendré le chaos social et politique, la misère dont se nourrit Daesh ?

N'est-ce pas aussi le résultat de plusieurs décennies de crise économique, engendrant chômage, précarité de masse, accompagnés de politique d'injustice sociale, d'exclusion, de racisme, de discriminations et d'islamophobie ?

La seule issue à cet enchaînement de violences aveugles serait de mettre fin aux interventions militaires des grandes puissances, d'accueillir les migrants, de répondre dans l'urgence à l'immense catastrophe humanitaire qui se déroule au Moyen-Orient, de respecter les droits des peuples. Et d'imposer un changement de cap radical vers une politique sociale généreuse, basée sur la solidarité, les libertés démocratiques et la lutte contre les inégalités.

Mais de cela, pour les serviteurs des banques et des multinationales qui dirigent le monde, il n'en est évidemment pas question.

UNION EUROPÉENNE - TURQUIE: MARCHANDAGE SUR LE DOS DES MIGRANTS

L'Europe se targue d'être un havre de paix, de démocratie, de droits de l'homme. Mais les centaines de milliers de migrants qui cherchent à y trouver refuge sont confrontés à une Europe forteresse qui cherche avant tout de les en empêcher. Et qui vient de s'en donner les moyens. Moyennant des milliards versés par l'Union Européenne, la Turquie accepte le renvoi sur son territoire de l'essentiel des migrants entrés illégalement en Europe par la Grèce. A la Turquie de faire ensuite le tri entre ceux qui pourraient demander l'asile en Europe, et les autres, condamnés au retour forcé vers leur pays d'origine. Nous avons tous des membres de nos familles qui ont fui par millions l'avance des armées allemandes en 1940. Imaginons un instant qu'ils aient alors connu le sort des réfugiés d'aujourd'hui. On aurait qualifié cela d'horrible. Cela l'est tout autant aujourd'hui !

« LOI TRAVAIL » : LE VRAI VISAGE DE MARION MARÉCHAL LE PEN

Le projet de loi « Travail » : un casse-tête pour le FN. Approuver un tel projet conduirait à se mettre à dos des millions de salariés. En même temps, le FN cherche à élargir sa base électorale sur un monde patronal qui approuve pour l'essentiel un projet largement dicté par le MEDEF. D'où un dégageant en touche. Marine Le Pen parle d'un projet piloté par Bruxelles, sa nièce Marion – invitée sur France Inter le 9 mars – dit que le projet pose de « *bonnes questions* », mais apporte de mauvaises réponses. Exemple sur le temps de travail. Au lieu de la baisse du taux de majoration des heures supplémentaires envisagée par le projet El Khomri, « *on aurait mieux fait - explique-t-elle - d'augmenter la durée légale du temps de travail, en passant à 39 H, payées 39* ». En clair, pour en finir vraiment avec les 35 H, plus de majoration des heures supplémentaires... avant la 40^{ème} heure. Devinez qui y gagnerait ?

LA VOIX DE SON MAÎTRE...

Qui a dit: « *L'attitude de la CGC est incompréhensible et nuisible. Vous avez déjà planté la loi MDS [Modernisation du dialogue social]. Vous n'allez pas nous planter la loi MEK (Myriam El Khomri)* », avant d'ajouter : « *Si vous persistez dans cette attitude "cgtiste" sur cette loi, le Medef en tirera toutes les conséquences sur nos discussions en cours* ». Et encore plus précis : « *Ce que je veux dire, c'est que nous ne vous soutiendrons plus dans votre combat pour les cadres si vous plantez la loi MEK* ». Tout simplement Pierre Gattaz, le patron du MEDEF, dans un SMS à Carole Couvert, la présidente de la CGC.

Après tout, il y a quelques temps, la CGC aurait bénéficié des largesses secrètes de Didier Gautier-Sauvagnac, destinées selon le dirigeant de la puissante fédération patronale de la métallurgie à « *fluidifier le dialogue social* »... Pour ceux qui auraient encore des doutes sur les pratiques du patronat !